Veille informative pour la conférence de rédaction Etoile du 12 septembre 2017

Compétences qualifications

Le Copanef recommande un cadrage national pour le bilan de compétences : Préciser la finalité du bilan de compétences pour en faire un outil de projection professionnelle plutôt qu'un simple bilan, c'est l'ambition affichée par le rapport que le bureau du Copanef [1] a approuvé le 4 juillet. Les partenaires sociaux recommandent la mise en chantier d'un cahier des charges national pour donner au dispositif un cadrage homogène.

95 nouvelles certifications enregistrées au Répertoire national des certifications professionnelles et de l'inventaire

Compte personnel formation

Le Cnefop relève la concentration des choix de certifications éligibles au CPF : Dans son rapport 2017 sur le suivi et la mise en œuvre du CEP [1] et du CPF [2], le Cnefop souligne que l'usage du CPF s'est fortement accéléré en 2016. Au 31 décembre 2016, 3 809 451 comptes personnels de formation étaient activés (contre 2 496 809 à fin 2015), soit une progression de + 52,5 % par rapport à 2015. Au total, 497 501 dossiers ont été validés en 2016, essentiellement pour des demandeurs d'emploi (321 595, le double de 2015) mais aussi chez les salariés (175 906, quatre fois plus que l'année précédente).

Dans la fonction publique, l'éligibilité des formations au CPF reste ouverte : Selon l'ordonnance du 19 janvier 2017 instaurant le compte personnel d'activité (CPA) dans la fonction publique, le CPF « permet aux agents publics d'accéder à une qualification ou de développer leurs compétences dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle ». Le CPA, a ajouté Valérie Michelet, juriste-consultante à la direction juridique de Centre Inffo, est composé de droits à la formation (CPF, CEC) ainsi qu'un droit à l'accompagnement individualisé, autant d'outils de construction d'un projet professionnel.

Environnement travail

La mutualisation des fonds de la formation et les classifications resteront dans le champ des branches : L'articulation entre l'accord de branche et l'accord d'entreprise constituera la première brique du grand projet de rénovation sociale que le gouvernement entend mener par ordonnances dès la rentrée. À l'occasion de la première conférence de presse de son mandat, Muriel Pénicaud a présenté mercredi 28 juin le programme d'une redistribution des cartes du champ de la négociation collective.

Financement

Une implication supplémentaire de l'État dans les dépenses de formation (bilan Dares 2014) : La Dares vient de publier les chiffres de la dépense nationale pour la formation continue et l'apprentissage en 2014. Au cours d'une année marquée par l'entrée en application de la loi du 5 mars 2014, cette dépense s'est élevée à 31,6 milliards d'euros, tous postes confondus : entreprises, régions, Etat etc.

Formation professionnelle

Le Conseil national d'évaluations de la formation préconise de clarifier le concept de formations obligatoires : Le Conseil national d'évaluations de la formation professionnelle (CNEFP) a mis en ligne mercredi 5 juillet sa dernière étude, consacrée à l'évaluation des modalités de mise en œuvre des formations obligatoires en entreprise et leurs effets sur les salariés.

Illettrisme

L'ANLCI lance un programme e-learning de lutte contre l'illettrisme en entreprise : L'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) se prépare à ouvrir en septembre sa plateforme e-learning à trois nouveaux modules destinés aux conseillers Opca et aux acteurs RH de l'entreprise. L'objectif : sensibiliser à la question de l'illettrisme en situation de travail.

Mesures emploi

Les conclusions de la mission sur les contrats aidés attendues pour la fin de l'année : Des emplois aidés « mieux ciblés », notamment pour l'accompagnement des élèves handicapés, l'outre-mer et l'urgence en matière sociale et sanitaire, tel est le choix annoncé par le gouvernement en cette rentrée 2017. Muriel Pénicaud, ministre du Travail, a confirmé mardi 5 septembre, lors des Rendez-vous de Grenelle consacrés au à la situation et aux perspectives en matière de travail et d'emploi, avoir confié une mission à Jean-Marc Borello, président et fondateur du groupe SOS [1] sur les contrats aidés.

Offre formation

Nouvelle réglementation en matière de protection des données personnelles : quel impact pour les organismes de formation et leurs clients ? Le 25 mai 2018, en France comme dans les autres Etats membres de l'Union européenne, entrera en vigueur, un nouveau cadre réglementaire en matière de protection des données personnelles, c'est-à-dire d'informations relatives à des personnes identifiées. Adopté par le Parlement européen en avril 2016, ce règlement général sur la protection des données, connu aussi sous l'acronyme RGPD, va renforcer les droits des personnes et imposer de nouvelles obligations aux entreprises, administrations et autres organisations qui collectent et traitent des informations à caractère personnel.

Orientation

Le Conseil national d'évaluations de la formation entend évaluer l'impact du CEP sur la sécurisation des parcours : Tout en poursuivant l'exploitation de l'enquête Defis [2], centrée sur les trajectoires des salariés, le CNEFP a ainsi mené à bien les deux études programmées en 2015 (ingénierie de formation pour les salariés les moins qualifiés, impact des formations obligatoires), et lancé deux nouvelles évaluations (impact de l'accord national interprofessionnel (ANI) du 14 décembre 2013 sur les négociations de branches professionnelles et l'impact du CEP Conseil en évolution professionnelle sur la sécurisation des parcours).

Pôle emploi a accompagné un million de demandeurs d'emploi dans le cadre du CEP

Trois Fongecif unis dans la promotion du conseil en évolution professionnelle à bord d'un bus : Affréter un bus pour partir à la rencontre des personnes en quête d'un nouvel avenir professionnel, c'est l'opération CEP Tour, organisée pour la première fois en novembre 2016 par le Fongecif Provence-Alpes Côte d'Azur. L'édition 2017, qui démarre aujourd'hui mardi 5 septembre, voit les Fongecif Nouvelle-Aquitaine et Centre-Val de Loire rejoindre l'opération.

Politique emploi

Le pilotage par la dépense a influencé le contenu des formations du plan 500 000 : Le plan 500 000 formations d'urgence pour les demandeurs d'emploi « n'a apporté aucune réponse structurelle et coordonnée au déficit de la France en matière de formation des demandeurs d'emploi », estime la Cour des comptes dans son rapport la situation et les perspectives des finances publiques rendu public le 29 juin.

Le Plan 500 000 doté de 259 millions d'euros supplémentaires : Le décret 2017-1182 du 20 juillet 2017 le confirme : après les 13 000 contrats aidés supplémentaires, ce sont près de 259 millions d'euros qui vont venir abonder la prolongation du Plan 500 000 formations supplémentaires pour les demandeurs d'emploi en 2017.

"La formation est le levier de réussite pour renforcer les compétences et doter les actifs de protections actives face au chômage" (Muriel Pénicaud)

Le Premier ministre et la ministre du Travail présentent un projet de transformation du Code du travail "d'une ampleur inégalée" : Édouard Philippe, Premier ministre, et Muriel Pénicaud, ministre du Travail, ont dévoilé jeudi 31 août les cinq ordonnances visant à réformer le droit du travail français. Il y a eu une centaine de réunions, dont plus de 70 au ministère du Travail, soit au total plus de 300 heures de réunion avec les partenaires sociaux.

Politique régionale

Les acteurs du quadripartisme de la région Centre-Val de Loire signent leur contrat régional pour l'orientation et la formation pour cinq ans : La Région Centre-Val de Loire, l'État, les organisations syndicales de salariés et professionnelles d'employeurs, ont signé le 7 juillet, pour les cinq prochaines années (2016-2021), le contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP), au sein du Conseil régional à Orléans. Il avait été adopté quelques jours avant, à l'unanimité, par les élus régionaux en séance plénière.

214,5 millions d'euros attribués aux Régions en compensation du transfert des compétences formation

Une plateforme État-Régions sera présentée le 28 septembre lors du congrès 2017 des Régions : L'association Régions de France présentera une plateforme d'actions le 28 septembre à Orléans, lors du Congrès 2017 des Régions. La formation y tiendra une large place.

Réforme formation

Les projets de loi de réforme de la formation et de l'apprentissage annoncés pour le printemps 2018 (Édouard Philippe) : Lors de son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale du 4 juillet, le Premier ministre Édouard Philippe a annoncé le lancement des chantiers de la réforme de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'assurance chômage en octobre prochain. Les projets de loi sont, eux, prévus pour 2018.

VAE

Validation des acquis : ce qui changera le 1er octobre 2017 (décret) : Le décret de réforme de la validation des acquis de l'expérience (VAE) vient de paraître au Journal officiel le 4 juillet. Il modifie certaines règles de la VAE pour la rendre conforme à la loi Sapin du 5 mars 2014 sur la formation professionnelle et à la loi Travail et doit entrer en vigueur au 1er octobre 2017.